

**Genève, Suisse, 24 novembre (Infosplusgabon) - Le Rapporteur spécial chargé de la question de la violence contre les femmes et d'autres experts régionaux et des droits humains de l'ONU ont demandé à tous les Etats et parties prenantes de mettre fin à la pandémie mondiale qu'est le "féminicide" ou le meurtre de femmes et les violences basées sur le genre à l'égard des femmes.**

Dans un communiqué conjoint rendu public en vue de la célébration de la Journée internationale pour l'élimination des violences faites aux femmes, le 25 novembre, ils ont fait savoir que les données provenant des Etats et des Nations unies montrent que 80 pour cent des victimes de tous ces meurtres intentionnels impliquant des partenaires intimes (il existe une relation intime établie entre l'auteur et sa victime) sont des femmes.

Plusieurs Etats membres, organisations non gouvernementales et institutions académiques ont également fourni des données sur le "féminicide", suite à un appel à contribution lancé par le Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes.

"Alors que les mouvements #Me Too et #NiUnaMenos ont rompu le silence et démontré que la violence faite aux femmes, aux jeunes filles et aux adolescentes se répand dans nos

communautés, ils n'ont pas toujours été suivis par des réformes adéquates des lois et politiques, ni produit beaucoup de résultats et changements dans la vie quotidienne des femmes", peut-on lire dans le communiqué.

"La violence basée sur le genre, y compris les nouvelles formes de violences sexistes et violences en ligne contre les femmes, restent largement impunies à travers le monde. De ce fait, les Etats doivent se conformer aux obligations régionales et internationales en termes de diligence pour enquêter, identifier les responsables et les obliger à rendre des comptes.

"Nous appelons à une coopération renforcée entre les mécanismes globaux et régionaux indépendants, en tant que synergies et efforts communs pour s'attaquer à la violence faite aux femmes dans le cadre normatif des droits humains, et réitérons nos appels à mettre fin à la pandémie mondiale des meurtres basés sur le genre ou "féminicides" (#NiUnaMenos) et à soutenir les voix de celles qui s'expriment contre la violence à l'égard des femmes (#MeToo).

Le mouvement #MeToo a également démontré que la violence avait un impact sur les femmes de toutes les couches sociales, de tous âges et dans tous les contextes professionnels, et est profondément liée aux stéréotypes dégradants liés au genre et à l'inégalité envers les femmes.

"Les mécanismes régionaux et internationaux doivent tirer profit de ce mouvement transformateur pour réaffirmer les obligations des Etats au regard de différents instruments liés aux droits de l'homme qui protègent les droits des femmes afin de promouvoir le changement

ultime", a noté le communiqué.

Alors que les femmes, les jeunes filles et les adolescentes s'efforcent d'accéder à une justice juste, impartiale et opportune, l'impunité prévaut dans les cas de féminicide, violence sexuelle, harcèlement et autres crimes violents et discriminatoires contre elles, ont dénoncé les experts, tout en insistant sur le fait que la violence basée sur le genre reste largement impunie à travers le monde.

L'absence d'inclusion dans la prise de décision et de leadership dans la société aident à alimenter la myriade de violations des droits humains auxquelles les femmes sont confrontées quotidiennement, notamment des actes de discrimination à l'encontre des femmes dans le monde du travail, l'éducation, le mariage et les droits de propriété, mais aussi le refus des droits et services de santé reproductive et sexuelle, y compris le droit à un avortement sûr et légal.

Ils ont souligné que les pratiques nuisibles telles que les disparitions, le trafic d'êtres humains à des fins sexuelles, les mutilations génitales féminines, le mariage forcé et précoce, le mariage par enlèvement, étaient toutes des formes de violences basées sur le genre qui sont exacerbées par les stéréotypes discriminatoires persistants qui empêchent les femmes d'exercer pleinement leur autonomie et de jouir de leur dignité en tant qu'êtres humains.

"La mise au point d'outils concrets pour identifier et s'attaquer à ces formes émergentes et croissantes de violences contre les femmes qui exercent leurs droits politiques est un élément

essentiel de protection de la gouvernance démocratique", a souligné le communiqué

FIN/INFOSPLUSGABON/LKM/GABON2018

© Copyright Infosplusgabon